

RAPPORT GENERAL

Colloque international



Militantisme et Résistance face
à la Montée de l'Homophobie
dans le Sud



Dates :
du 8 au 10 décembre

Lieu :
Bénin Royal Hôtel, Cotonou, Bénin



Colloque international
**Milantisme et Résistance
face à la Montée de l'Homophobie
dans le Sud Global**

RAPPORT GENERAL

Partenaires financiers



Partenaires technique



LISTE DES PAYS DE PROVENANCE DES PARTICIPANT·E·S

Marrakech, Maroc
Yaoundé, Cameroun
Paris, France
Ouagadougou, Burkina Faso
Dakar, Sénégal
Abidjan, Cote d'Ivoire
Lomé, Togo
Cotonou, Bénin
Kampala, Ouganda
Nairobi, Kenya
Kinshasa, RDC
Nairobi, Kenya
Bogota, Colombie
Genève, Suisse
Buenos aires, Argentine
Lusaka, Zambie
Port Louis, Maurice
Libreville, Gabon
Lagos, Nigéria
Johannesburg, Afrique du Sud

abréviations

AGCS PLUS	Alliance Globale des Communautés pour la santé et les droits
BESYP	Bénin Synergie Plus
CNDH	Commission nationale des droits de l'homme
Coalition PLUS	Réseau international d'organisations de lutte contre le VIH
DILCRAH	Délégation Interministérielle à la Lutte contre le Racisme, l'Antisémitisme et la Haine Anti-LGBT
EPU	Examen Périodique Universel
GBGMC	Global Black Gay Men Connect
LGBTQIA+	Lesbiennes, Gays, Bisexuels, Transgenres, Queers, Intersexes, Asexuels et autres identités
MSG	Minorités Sexuelles et de Genre
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
OSC	Organisation de la société civile
OSIG	Orientation Sexuelle et Identité de Genre
SPHERE	Participation Sociale en Santé : Engagement, Recherche et Autonomisation
UA	Union Africaine
VBG	Violences Basées sur le Genre
VIH	Virus de l'Immunodéficience Humaine

Résumé / Abstract

Mots-clés : militantisme LGBTQIA+, plaidoyer juridique, intersectionnalité, solidarité transnationale, homophobie.

Le colloque international sur les dynamiques militantes face à la recrudescence de l'homophobie dans le Sud global, tenu au Bénin du 8 au 10 décembre 2024, a réuni des activistes, des chercheurs et des allié·e·s engagé·e·s en faveur des droits humains des communautés LGBTQIA+. Cette rencontre a offert un espace de réflexion approfondie sur les réalités sociales, juridiques, culturelles et politiques qui façonnent la lutte pour l'égalité dans un climat de répression grandissante.

Les échanges ont porté sur une diversité de thématiques, allant de l'intersectionnalité au sein des combats féministes et queer aux stratégies juridiques telles que les litiges stratégiques, en passant par les leviers de transformation sociale et culturelle et les dispositifs de protection des militant·e·s.

L'accent a été mis sur la solidarité transnationale, l'importance de ressources indépendantes, ainsi que sur la santé mentale des activistes. Le colloque a aussi été l'occasion de mettre en lumière des initiatives novatrices, à l'instar du prix Yves Yomb, dédié au soutien des acteurs/actrices du mouvement LGBTQIA+.

À travers des panels interactifs, des études de cas et des recommandations concrètes, les participant·e·s ont esquissé une feuille de route stratégique visant à renforcer le militantisme dans le Sud global, en misant sur des alliances inclusives et une mobilisation collective pérenne.

Keywords: LGBTQIA+ activism, legal advocacy, intersectionality, transnational solidarity

The international conference on activist dynamics in response to rising homophobia in the Global South, held in Benin from December 8 to 10, 2024, brought together activists, scholars, and committed allies in support of LGBTQIA+ rights. This gathering provided a space for in-depth reflection on the social, legal, cultural, and political realities that shape the struggle for equality in an increasingly repressive climate.

Discussions covered a wide range of topics, from intersectionality within feminist and queer movements to legal advocacy strategies such as strategic litigation, as well as avenues for social and cultural transformation and mechanisms for activist protection.

Special emphasis was placed on transnational solidarity, the importance of autonomous resources, and the mental health of activists. The conference also served as a platform to highlight innovative initiatives, such as the Yves Yomb Award, dedicated to supporting LGBTQIA+ movements.

Through interactive panels, case studies, and concrete recommendations, participants outlined a strategic roadmap aimed at strengthening activism in the Global South, with a focus on inclusive alliances and sustainable collective action.

Introduction

Dans les pays du Sud global, la recrudescence de l'homophobie, de la transphobie et des courants anti-genre représente une urgence majeure en matière de droits humains. Ces phénomènes inquiétants sont alimentés par des législations discriminatoires, des bouleversements politiques conservateurs et une rhétorique haineuse, contribuant à l'exclusion persistante des personnes LGBTQIA+. Dans ce climat de violences physiques et psychologiques, l'impunité et la stigmatisation deviennent des armes silencieuses, aggravant la vulnérabilité des communautés déjà marginalisées — notamment en période de crise, où l'accès aux soins et aux services essentiels devient encore plus difficile.

Pourtant, dans cette adversité, des mouvements locaux courageux émergent pour défendre la dignité humaine. Les défenseurs des droits humains sont aujourd'hui confrontés à une répression accrue, ce qui rend leur action d'autant plus cruciale. Il devient impératif de défendre à la fois les droits individuels et une vision collective inclusive, où chacun·e, indépendamment de son orientation sexuelle ou de son identité de genre, puisse vivre dans la liberté et la sécurité.

Inspirée par le principe fondamental des Nations Unies de « Ne laisser personne de côté », cette mobilisation s'inscrit dans un combat plus large contre l'invisibilisation systémique et les atteintes aux droits fondamentaux. Une réponse collective, audacieuse et coordonnée est indispensable pour faire front contre ces menaces croissantes.

C'est dans cet esprit qu'a été conçu le Colloque international "Réinventer le militantisme face à la montée de l'homophobie". Pensé comme un espace de dialogue, de réflexion et de co-construction, cet événement a réuni activistes, chercheur·e·s et allié·e·s engagé·e·s pour l'égalité. L'objectif était d'analyser les nouvelles dynamiques du militantisme LGBTQIA+ dans les contextes répressifs du Sud global, tout en valorisant les pratiques locales et les approches innovantes de résistance.

Les travaux ont permis :

- d'explorer les enjeux stratégiques du plaidoyer et du financement pour le mouvement LGBTQIA+ dans les pays du Sud ;
- de renforcer les réseaux et alliances régionales face aux attaques anti-genre et de promouvoir la visibilité et le bien-être des militant·e·s, dans le respect des diversités religieuses et culturelles ;
- de formuler une feuille de route et une déclaration commune en vue de la Journée internationale des droits humains ;
- et d'annoncer officiellement la création du prix Yves Yomb, destiné à soutenir les activités LGBTQIA+ spécifiquement en Afrique francophone.

Ce colloque a été mis en œuvre par AGCS PLUS, BESYP, Coalition PLUS et One Advocacy Africa, avec l'appui de L'Initiative, l'AFD et la DILCRAH. Il a réuni 48 participant·e·s venu·e·s de divers pays d'Afrique et d'Amérique latine, formant une communauté mobilisée autour d'un objectif commun : résister, créer et faire progresser l'égalité pour tou·te·s.

Regards sur la condition des minorités sexuelles et de genre dans le Sud global : Entre marginalisation et résilience

Depuis plusieurs décennies, les minorités sexuelles et de genre traversent des épreuves d'une dureté extrême dans le Sud global, où l'exclusion sociale, la discrimination et la répression s'imposent comme des réalités omniprésentes (Broqua, 2012 ; Epprecht, 2012 ; Awondo et al., 2013). Ces communautés doivent affronter des arrestations arbitraires, des détentions injustifiées, des agressions physiques et verbales, ainsi que des lynchages publics. Pour beaucoup, cette violence systémique (Reid & Dirsuweit, 2002) entraîne une rupture définitive avec leur entourage, un isolement cruel imposé par des structures familiales et judiciaires qui peinent à s'affranchir des normes hétéronormatives dominantes (Ngum, 2024). En proie à une société qui les considère comme des « déviants », des « outsiders » (Becker, 1963), ou des individus à corriger – voire à éradiquer – ces populations sont reléguées à une existence marquée par l'invisibilité et la survie.

Les pays du Sud global sont souvent cités parmi les contextes les plus intolérants envers ces minorités, où l'homosexualité est perçue non seulement comme un affront aux traditions, mais aussi comme une menace pour l'ordre moral (Murray & Roscoe, 2001 ; Epprecht, 2008 ; Bourrelly, 2015). Dans plusieurs sociétés africaines, ce rejet est alimenté par un discours qui présente l'homosexualité comme une influence étrangère, un vestige toxique de la colonisation qui aurait été importé et imposé aux cultures locales. Cette narration simpliste occulte pourtant une histoire riche et complexe de diversité sexuelle à travers les époques et les territoires (Oraison, 1975). Par ailleurs, les connotations mystiques et spirituelles associées à ces identités ont contribué à façonner une perception souvent négative, renforçant la marginalisation et la peur (Orock & Geschiere, 1994). À cela s'ajoute une dimension morale mobilisée pour justifier l'exclusion : l'homosexualité ou alors toute pratique en dehors de l'hétéronormativité, est dépeinte comme une « pratique contre-nature », un mode de vie immoral et contraire aux valeurs humaines, renforçant ainsi la stigmatisation et les violences (Pommerolle & al., 2008 : 91).

Cependant, au-delà de ces réalités oppressives, le Sud global a aussi été le berceau d'un militantisme remarquable, porté par des individus et des collectifs qui ont refusé l'effacement et l'injustice (Epprecht, 2012). Depuis plusieurs décennies, un grand nombre d'associations, d'ONG et d'organisations communautaires se battent pour la reconnaissance des droits des minorités sexuelles et de genre, malgré un contexte sociopolitique souvent hostile. Ces activistes ont adopté des stratégies novatrices, alliant discrétion et détermination, faisant du militantisme un terrain où la visibilité et l'invisibilité se croisent dans des formes hybrides de résistance (Currier, 2007).

Le soutien des bailleurs internationaux a joué un rôle majeur dans la structuration des luttes locales, notamment à travers les politiques de lutte contre le VIH/sida (Seckinelgin, 2009). Grâce à ces financements, une partie de la reconnaissance des minorités LGBTQIA+ est passée par le prisme de la citoyenneté thérapeutique (Nguyen, 2005 ; Nguyen et al., 2007), intégrant ces populations dans les dispositifs de prévention et de prise en charge sanitaire. Toutefois, cette dynamique révèle également une dépendance structurelle des militants locaux aux financements

internationaux (Seckinelgin, 2012 ; Eboko, 2015), posant la question de la pérennité des actions une fois ces soutiens réduits ou suspendus.

Malgré quelques progrès dans la mobilisation associative en faveur des minorités sexuelles et de genre, et l'essor du militantisme LGBTQIA+ qui prend de l'ampleur dans ces sociétés, une tendance inquiétante se dessine : la montée des mouvements anti-genre dans les pays du Sud global (Awondo et al., 2022). Ces dynamiques réactionnaires menacent de fragiliser les avancées durement acquises par les organisations et les acteurs engagés dans la défense des droits LGBTQIA+. Face à cette résurgence de discours et de politiques hostiles à la diversité de genre, il devient impératif de repenser les stratégies de lutte. Il ne s'agit plus seulement de revendiquer des droits, mais de renforcer les alliances, d'adopter des approches innovantes et résilientes, et de mobiliser efficacement les ressources et les réseaux existants.

La confrontation avec ces courants conservateurs exige une réponse coordonnée, inclusive et stratégique, qui ne se limite pas à la contestation, mais qui cherche à influencer les politiques publiques, à sensibiliser la société, et à créer des espaces de sécurité et de résistance pour les communautés vulnérables. Cette nouvelle réalité impose une réflexion profonde sur la manière dont le militantisme LGBTQIA+ doit évoluer pour non seulement protéger les acquis, mais aussi anticiper les attaques, et bâtir un cadre de plaidoyer plus solide, inclusif et efficace.

Cet événement s'inscrit dans la volonté de repenser les stratégies de militantisme face à la recrudescence de l'homophobie. Le colloque international se veut un espace privilégié d'échange et de réflexion, réunissant activistes, chercheurs et alliés engagés dans la défense des droits et de l'égalité. Il a pour ambition d'analyser les dynamiques du militantisme LGBTQIA+ et de mettre en lumière les défis auxquels ces communautés sont confrontées dans des contextes de répression croissante. L'objectif principal est de recenser et approfondir les pratiques efficaces, tant sur le plan individuel que collectif, permettant de résister aux violences homophobes et transphobes. L'accent sera mis sur les initiatives locales et les approches innovantes développées dans le Sud global, afin de favoriser un partage d'expériences et de renforcer les stratégies de lutte pour un avenir plus inclusif et équitable.

Déroulement du colloque

Le colloque a officiellement débuté par un accueil chaleureux et l'enregistrement des participant·e·s, créant ainsi une atmosphère propice aux échanges. L'événement s'articule autour de panels de discussion animés par des modérateur·rice·s expérimenté·e·s, reconnu·e·s pour leur expertise approfondie du mouvement queer dans les contextes du Sud global.

La séance inaugurale, modérée avec rigueur par Monsieur Jean Jacques DISSOKE, a été marquée par une série d'interventions significatives prononcées par les représentant·e·s des partenaires techniques, dont l'engagement a rendu cette rencontre possible. Ces allocutions ont posé les fondations du colloque et rappelé les enjeux cruciaux abordés durant les travaux :



M. VONDAB TENTCHIMOU Rostand, Président d'AGCS PLUS, a ouvert les prises de parole en insistant sur la nécessité d'adopter des approches transnationales et multisectorielles face à la montée alarmante des mouvements anti-genre sur le continent africain. Il a souligné la responsabilité collective des acteurs présents dans la lutte contre l'homophobie et la transphobie.



Mme Laétitia ALOUGOU, représentante de One Advocacy Africa, a exprimé sa reconnaissance envers l'ensemble des partenaires impliqués, présentant le colloque comme un levier stratégique pour faire émerger des actions innovantes en faveur des droits des personnes LGBTQIA+.



M. Serge DOUOMONG YOTTA, Directeur du plaidoyer à Coalition Plus, a quant à lui mis en lumière le rôle central de la co-construction dans les initiatives de plaidoyer pour des actions conjointes au niveau des institutions africaines. Il a encouragé les participant·e·s à unir leurs forces pour élaborer des stratégies collectives contre les dynamiques anti-genre et anti-droits.



M. Abdel Aziz AKAMBI, représentant de la Commission béninoise des droits de l'Homme, a rappelé que malgré l'absence d'un cadre juridique clair au Bénin sur les questions liées aux minorités sexuelles et de genre, le pays reste engagé dans la promotion de l'égalité, du respect et de la dignité pour tou·te·s. Il a également salué la résilience des militant·e·s LGBTQIA+.



M. Franck AMANI a pris la parole pour clarifier les objectifs du colloque, soulignant l'importance stratégique de cette rencontre pour les partenaires et exposant les grands axes de discussion :

- l'activisme,
- le plaidoyer juridique,
- les mutations sociales et culturelles,
- la mobilisation de ressources.
- Il a insisté sur l'adoption d'une approche globale pour générer des changements profonds et durables.



Enfin, **M. Axel AKPAKA** a présenté les dispositions logistiques mises en œuvre pour garantir le bon déroulement du colloque, en insistant sur les mesures de sécurité à observer dans un contexte aussi sensible.



Propos introductif de Sibongile

Au terme d'interventions riches et stimulantes, nous avons eu l'honneur d'écouter une communication introductive présentée par Mme Sibongile. Son analyse incisive nous plonge au cœur d'un contexte global en constante mutation, façonné par des dynamiques politiques, électorales et des enjeux liés au genre, en particulier dans les pays du Sud global.

Elle a souligné avec force combien les débats relatifs aux droits des personnes LGBTQIA+ sont trop souvent détournés et instrumentalisés à des fins électoralistes. Ce phénomène, malheureusement répandu, sert des agendas politiques exclusifs qui relèguent les droits humains au second plan, remettant en question leur universalité et leur indivisibilité.

En s'appuyant sur des exemples concrets — tels que le report des élections au Mali ou la transition politique au Sénégal, elle a illustré ce paradoxe du processus électoral : il peut incarner un levier de progrès démocratique, mais également devenir un terrain fertile pour la répression et les reculs des libertés fondamentales.

Elle a également alerté·e·s sur les dérives législatives observées au Ghana et en Ouganda, où des lois discriminatoires ont été adoptées dans la foulée de campagnes électorales manipulatrices. Ces cas nous rappellent à quel point la vigilance et l'action collective sont indispensables pour contrer les narratifs populistes qui menacent l'inclusion et les droits fondamentaux.

En somme, cette communication ne nous invite pas seulement à observer, elle nous engage à réfléchir et à agir.

PANEL 1 :

HISTOIRE, INCLUSION, DIVERSITE AU SEIN DU MOUVEMENT QUEER

“

Pour une meilleure inclusion des
mouvements LGBTQIA+ au sein du
mouvement Queer

”

Olivia SHOLA

Inclure les mouvements de la communauté LGBTQIA+ dans une approche globale de déconstruction des normes sociales traditionnelles basées sur le genre et la sexualité.

C'est à cette vision que se résume les prescriptions faites sur les luttes contre la montée de l'homophobie. Les mouvements LGBTQIA+ se concentrent souvent sur la défense de leur propre communauté, ce qui limite la portée de leurs actions. Cette approche, bien que compréhensible, peut être moins efficace et révéler une forme d'exclusion envers d'autres identités également marginalisées. Encourager une mobilisation collective de toutes les identités non conformes aux normes binaires, dans un esprit de solidarité, est essentiel pour promouvoir la diversité.



Recommandations

- Former les individus sur les réalités vécues par les personnes LGBTQIA+ déconstruire les stéréotypes et préjugés qui persistent dans la société ;
- Rassembler des ressources, des connaissances et des expériences variées et encourager la collaboration entre le mouvement queer et d'autres mouvements sociaux (comme ceux axés sur le féminisme) à travers la création d'alliances ;
- Accentuer la représentation des LGBTQIA+ dans les cercles décisionnels ;
- Mettre en place des actions communes à travers l'organisation des événements comme des manifestations ou des campagnes de sensibilisation afin de partager des objectifs communs, et renforcer l'unité dans la lutte ;
- Garantir une représentation de toutes les identités, qu'elles soient raciales, de genre, ou de classe sociale à travers la pratique de l'intersectionnalité, afin que les réalités de chacun soient prises en compte et que tous les membres (spécifiquement des deux mouvements) se sentent inclus ;
- Transcender les clivages en matière de stratégie tout en consolidant la lutte commune axée sur l'égalité des droits et la reconnaissance des identités ;
- Décoloniser les modèles de lutte et intégrer des stratégies qui prennent en compte les réalités locales des personnes concernées, particulièrement en Afrique où les modèles de luttes étrangers sont inadaptés aux réalités socioculturelles et religieuses ;
- Construire des ponts entre les militants des deux mouvements pour renforcer leur lutte collective.

HISTOIRE, INCLUSION, DIVERSITÉ AU SEIN DU MOUVEMENT QUEER FÉMINISME ET MOUVEMENT QUEER

Nataka GMAKAGNI

Les configurations sociohistoriques qui renseignent sur le féminisme et les mouvements Queer sont travaillées par des luttes pour les droits des communautés. Si toutefois ces luttes sont teintées de représentations singulières sur le genre, l'« équité pour tous » demeure leurs préoccupations communes. De fait, le féminisme et le mouvement Queer se rapprochent et s'excluent en fonction des priorités, des représentations et des valeurs. Alors que le féminisme s'inscrit dans les luttes sur les violences basées sur le genre et la protection des droits des personnes vulnérables, cette dynamique intègre tout aussi les objectifs des mouvements Queer. Cependant, la religion constitue le point de désaccord entre ces derniers en ce sens que, leurs principes culturels et religieux se refusent des pratiques homosexuelles. Face à ce défi, comment concilier une action collective marquée par la dilution, voire l'effacement des antagonismes socioculturels et religieux ? Puisque les déterminants conceptuels et factuels renseignent sur le fait que les deux mouvements se rapprochent davantage plus qu'ils ne s'excluent, les réponses formulées en vue d'augmenter l'impact de la lutte pour les droits des communautés exclues sont construites autour des stratégies inclusives.



Recommandations

- La création des espaces de dialogue qui reconnaissent la diversité des expériences et des luttes. Ces espaces constituent des milieux où des personnes peuvent partager leurs expériences vécues et discuter des défis spécifiques qu'elles rencontrent en raison de l'intersection de leur identité.
- L'introduction de l'intersectionnalité dans les luttes afin de s'assurer que les voix de toutes les identités, y compris les femmes et les personnes queer de couleur, les personnes queer handicapées, les femmes rurales, les personnes issues de différentes classes sociales soient entendues et représentées dans les mouvements.
- La formation des alliances Stratégiques entre les mouvements féministes et queers, ainsi que d'autres mouvements sociaux (par exemple, les mouvements contre le terrorisme, les mouvements pour les droits des personnes handicapées, etc.). Cette dynamique collective peut s'avérer essentielle pour aborder les réflexions sur les questions d'intersectionnalité de manière objective.
- La formulation d'un plaidoyer inclusif objectif par la prise en compte des besoins des groupes marginalisés et la promotion des politiques qui reconnaissent et intègrent les réalités intersectionnelles dans les lois et les programmes gouvernementaux.

LE SEXE ET SES DOUBLES : (HOMO) SEXUALITÉS EN POST COLONIES : RECOMMANDATIONS DANS UN CONTEXTE AFRICAIN CHANGEANT

Patrick AWONDO

Les variables explicatives du militantisme face à la montée de l'homophobie en Afrique s'expliquent par des dynamiques de politisation. Celles-ci sont travaillées par la montée des mouvements nationalistes, l'institutionnalisation des lois anti-genre et anti LGBTQIA+, la montée des contestations transnationales et la naissance des campagnes anti-genre et anti LGBTQIA+. La configuration socio-historique de l'homophobie en Afrique est ancrée dans des dynamiques socioculturelles et politiques propres au continent. Dans ce sillage, l'homophobie est présentée comme la résultante d'un construit. Cette construction s'opère sous des masques locaux éclaircis par les dynamiques de pouvoir et des aspects singuliers tels que la mystique. Comprendre ce phénomène, c'est saisir en amont les logiques propres à chaque environnement socioculturel et politique. La maîtrise de ce paramètre est essentielle pour pouvoir proposer des réponses.



Mots et impressions : les intervenant·Es en focus

Pouvez-vous nous dire qui vous êtes ?

Je suis Olivia Shola, co-présidente des GID à l'Alliance internationale francophone. Je suis également directrice exécutive de l'association Identité Bénin, qui lutte pour les droits des personnes trans travailleuses du sexe. Vice-présidente du West Africa Trans Forum, coordinatrice du Festival Éthiopie Sexuelle, je suis une activiste LGBTQIA+, mais avant tout une activiste trans. Je pense que les personnes trans, les femmes et tout ce qui touche au genre féminin doivent faire entendre leur voix.

Pour Olivia Shola, le sens de la vie se résume-t-il à la femme ?

Il n'y a pas de procréation sans la femme, ce qui signifie qu'elle doit être au centre de toutes les décisions. La femme doit être protégée, ses droits reconnus et défendus, en particulier ceux des jeunes filles et des personnes qui s'identifient comme femmes. Elles doivent être placées au cœur des plaidoyers et des campagnes de sensibilisation.

Aujourd'hui, nous parlons de féminisme, mais il n'y a pas de féminisme sans les personnes trans, sans les lesbiennes, sans les personnes intersexuées qui se sentent femmes. Pour moi, il est crucial de centraliser ces luttes. Nous devons mener un plaidoyer inclusif, afin que la femme et le féminin sacré soient placés au centre de toutes les décisions, des plaidoyers et des actions de protection.

Protéger la femme, c'est protéger la vie, les enfants, la procréation, et assurer l'avenir.

Que représente le mouvement Queer et en quoi diffère-t-il du mouvement LGBTQIA+ ?

Le mouvement Queer rassemble toutes les personnes qui ne s'identifient pas nécessairement dans un contexte hétéronormatif, celles qui se sentent différentes. À l'inverse, le mouvement LGBTQIA+ est plus centré sur les droits spécifiques des lesbiennes, gays, personnes trans et intersexuées. Il est avant tout juridique et revendicatif.

Il est essentiel que le mouvement LGBTQIA+ soit inclus dans le mouvement Queer, afin d'avoir un impact positif plus large et de faire progresser la reconnaissance des droits inter-sectionnels. Tous ces termes révèlent un malaise persistant, illustrant les nombreuses injustices que nous subissons, notamment avec la montée des mouvements anti-genre.

L'inclusivité et la sensibilisation sont-elles les seules armes contre l'homophobie ?

Aujourd'hui, nous devons faire front contre l'homophobie et les mouvements qui affectent la santé mentale et les droits des personnes aux identités de genre diverses. Il est impératif de mener un plaidoyer inclusif, que ce soit au sein du mouvement Queer, du mouvement LGBTQIA+ ou du féminisme. Toutes les couches de la société doivent être impliquées. Beaucoup de sensibilisation est nécessaire, car les gens s'attaquent souvent à ce qu'ils ne connaissent pas ou à ce qui manque de visibilité. Les mouvements anti-genre utilisent les mêmes stratégies que les mouvements LGBTQIA+, féministes et Queer. Nous devons donc renforcer la sensibilisation, le plaidoyer et surtout la visibilité autour de nos luttes. Il est crucial de rassembler nos forces pour atteindre nos objectifs communs : la reconnaissance des droits, la paix dans nos communautés, et le bien-être collectif.

La vie est précieuse. Pensons à mieux vivre, à redéfinir nos stratégies de décolonisation et à nous réapproprier nos propres termes. En effet, les colonisateurs ont imposé des concepts comme lesbienne, gay, bisexuel, trans, etc. Une fois que nous réintégrons ces notions dans nos contextes sociétaux, nous pouvons changer les mentalités.

Quel message souhaitez-vous laisser pour conclure ?

Il n'y a pas de combat sans intégration, pas d'avancée des droits sans inclusion. Les différents mouvements, qu'ils soient LGBTQIA+, féministes ou Queer, gagneraient en force et en impact s'ils devenaient plus inclusifs et plus solidaires. Ensemble, nous pouvons atteindre nos objectifs et faire évoluer nos sociétés.

PANEL 2 :

NOS APPROCHES DE PLAIDOYER JURIDIQUE FACE AUX VBG, DISCRIMINATION ET CRIMINALISATION

“
La pratique des litiges stratégiques dans l'ordonnancement juridique des pays francophones
”

Kadidiatou TARPAKA

En Afrique francophone et spécifiquement des pays de l'Afrique de l'ouest, la pratique des litiges stratégiques face aux cas de violation des droits de la communauté LGBTQIA+ s'impose peu à peu. Si le Bénin a pu se démarquer dans cette pratique, l'échec ou le sous-impact des pays comme le Burkina Faso, le Niger, le Mali ou encore le Togo traduit l'expression des défis socio-culturel, économique et même politique de la sous-région. Les facteurs qui expliquent cette situation sont renseignés par l'histoire même de la sous-région, fortement musulmane, mais aussi par la montée du nationalisme et l'instrumentalisation, voir, l'institutionnalisation des lois sur la criminalisation de l'homosexualité. A ces facteurs se greffe l'impopularité de cette stratégie qui, certainement, est due à la lenteur de ses effets et la complexité de la procédure. Toutefois, le succès de certaines initiatives au Bénin met en exergue une stratégie dont la prise en compte des défis peut s'avérer fructueuse pour la lutte des droits de la communauté LGBTQIA+.



Recommandations

- L'aménagement du droit d'accès aux conseils
- Le renforcement des capacités techniques et financières
- L'aménagement d'un soutien réel des organisations de défenses des droits humains non identitaires
- La dépolitisation de l'accès à la justice
- La prise de conscience des organisations identitaires de la nécessité du litige stratégique

IMPLICATION DES MOUVEMENTS LGBTIQ+ DANS LA RÉFORME DE L'UNION AFRICAINE ET DE LA CADHP

Sibongile NDASHE

Le processus de réforme de l'Union africaine (UA), lancé pour remédier aux inefficacités organisationnelles, institutionnelles et opérationnelles, a progressé en matière d'ajustements structurels, mais reste confronté à des défis importants. Si les réformes visent à rendre l'UA plus autosuffisante, plus efficace et plus centrée sur les citoyens, plusieurs lacunes subsistent.

Messages clés à retenir

Au niveau des progrès réalisés, on observe des changements structurels tels que la réorganisation de la Commission de l'Union africaine (CUA), y compris la création d'une structure rationalisée avec un président, un vice-président et six commissaires ; la mise en œuvre d'un système de quotas à l'échelle de l'UA mettant l'accent sur la représentation des femmes et des jeunes, avec un objectif de 35 % de participation des jeunes d'ici 2025.

Par ailleurs, au niveau des réformes opérationnelles, on observe une réduction à un sommet ordinaire par an à partir de 2019, la délégation des pouvoirs d'adoption du budget au Conseil exécutif afin de rationaliser la prise de décision. Il en est de même de la gestion financière qui a évolué avec une introduction d'un prélèvement de 0,2 % sur les importations éligibles pour financer les activités de l'UA et réduire la dépendance à l'égard des donateurs extérieurs. Toutefois, ce prélèvement n'a pas été mis en œuvre de manière uniforme en raison des hésitations des États membres.

Tout de même, les défis restent d'actualité et sont assez majeurs. C'est le cas des réformes limitées des normes et des mandats qui se matérialisent par le progrès insuffisant dans la définition des rôles et des pouvoirs des organes de l'UA, en particulier des organes de défense des droits de l'homme tels que la CADHP et l'ACERWC. La résistance politique n'est pas exclue, elle s'observe par la variabilité de l'engagement politique entre les États membres, avec des nations influentes telles que l'Afrique du Sud et le Nigeria réticentes à soutenir pleinement les mesures de financement et de réforme. Au niveau des contraintes financières et bureaucratiques, on observe une mise en œuvre inefficace des mécanismes d'autofinancement, des goulets d'étranglement bureaucratiques dans l'exécution des réformes.



Recommandations

Institutionnaliser l'engagement de la société civile dans les processus de l'UA.

Renforcer l'influence des OSC dans les systèmes régionaux de défense des droits de l'homme.

EXPÉRIENCE DE MISE EN ŒUVRE DU PROCESSUS DE L'EXAMEN PÉRIODIQUE UNIVERSEL : CÔTE D'IVOIRE.

Claver TOURE

Pays d'Afrique de l'ouest, la Côte d'Ivoire a fait l'objet de son quatrième Examen Périodique Universel (EPU) le 5 novembre 2024 et il en ressort 273 recommandations venant de 98 États des Nations unies, soit 10 recommandations en lien direct avec la communauté.



Messages clés à retenir

- Dans le cadre d'une interaction avec le CNDH et les OSC nationales, l'initiative d'Alternative-CI se réjouit d'un partenariat stratégique très fructueux avec le CNDH et des acteurs de la société civile impliqués dans le processus EPU (Comité EPU). Par ailleurs, il y a lieu de soutenir la mise en place d'un cadre de collaboration régulière avec les réseaux d'OSC travaillant sur l'EPU, notamment le Comité de suivi EPU, et enfin l'adoption d'une stratégie de répartition de thématiques en fonction des avantages comparatifs des organisations thématiques identitaires lors des ateliers de rédaction du rapport.
- Au niveau des interactions avec les OSC internationales, c'est un tout autre niveau d'échelle d'analyse. En effet, à travers des missions à Genève (pré-session et session d'évaluation) et en marge des sessions du Conseil des Droits de l'Homme, l'occasion a été donnée de rencontrer des Missions Permanentes et organisations internationales sensibles à la situation de membres de la Communauté. Cela a pour avantage de s'informer régulièrement sur la situation des droits de l'Homme au pays, de rendre compte du niveau de mise en œuvre de certaines recommandations des mécanismes internationaux.

Recommandations

- Au niveau des bonnes pratiques et des stratégies à mettre en place, il ressort qu'au niveau de la communauté, il faudrait l'identification des OSC de la communauté disposée à s'engager dans le processus de l'EPU (disponibilité pour un renforcement de capacités de certains membres, soumission d'informations pour le rapport, participation à une consultation nationale...),
- Le renforcement des capacités de certains membres sur les mécanismes internationaux du Droit Humanitaire et particulièrement sur l'EPU avec l'appui du Commission Nationale des Droits de l'Homme en novembre 2023.
- L'organisation de quatre ateliers de rédaction puis de consolidation du rapport collectif après une phase de consultation nationale entre les ateliers et la mise en place d'une équipe de rédaction et de plaidoyer sur l'EPU.
- Enfin, la conduite de plaidoyer entre les sessions d'évaluation (5 novembre 2024) et d'adoption du rapport pour l'acceptation du maximum de recommandations surtout celles en lien directe avec la communauté LGBTIQIA+.

RETOUR DE L'EXPÉRIENCE SUR LA DÉCRIMINALISATION: QUELS RÔLES JOUÉS PAR LES ACTIVISTES

Najeeb Ahmad FOKEERBUX, Young Queer Alliance

La dépénalisation de l'homosexualité en République de Maurice est une question existentielle. En effet, la section 250 (1) du code pénal mauricien a été promulguée en 1898 pendant la colonisation britannique et prévoit le délit de « sodomie », qui criminalise les relations sexuelles anales entre adultes consentants. En 2007, la Commission de réforme du droit a recommandé la dépénalisation de l'homosexualité entre adultes consentants. Cette recommandation a été suivie la même année, par le projet de loi sur les infractions sexuelles qui aurait abrogé l'article 250. Cependant, le projet de loi n'a jamais été adopté par le Parlement, principalement en raison de l'opposition politique. Depuis 2014, les activistes Queer ont organisé des manifestations, des plaidoyers et des requêtes judiciaires pour décriminaliser l'homosexualité. Cependant, ce n'est qu'en septembre 2019, que le projet de loi a été adopté par le Parlement, en raison principalement de l'opposition politique. Ce n'est qu'en septembre 2019 que quatre activistes Queer de la Young Queer Alliance à l'instar de Najeeb AHMAD FOKEERBUX, Vipine AUBEELUCK, Jürgen SOOCRAMANIEN LASAVANNE et Imesh FALLEE ont déposé une plainte auprès de la Cour suprême pour contester la constitutionnalité de l'article 250. Cette plainte a été suivie par deux autres affaires, à savoir celle d'Abdool Ridwan Firaas Ah Seek du Collectif Arc-en-Ciel et celle d'Henry COOMBES, un artiste local bien connu, qui contestent à nouveau la constitutionnalité de l'article 250. Suite à ces multiples luttes, le 04 octobre 2023, la Cour suprême a décriminalisé l'homosexualité en déclarant la section 250 du code pénal inconstitutionnelle.



Messages clés à retenir de cette communication

- L'approche de la dépénalisation judiciaire de l'homosexualité s'est faite en quatre volets parmi lesquels : le processus judiciaire, par lequel les récits des plaignants, les droits de l'homme et la santé ainsi que les arguments juridiques étaient centraux. Ensuite, l'organisation communautaire et la construction de mouvements en termes de marches des fiertés, l'éducation et l'autonomisation de la communauté Queer et de ses alliés.
- D'après les rapports d'Afro baromètre, la tolérance des Mauriciens à l'égard des homosexuels est passée de 49 % en 2016 à 59 % en 2021.
- La dépénalisation judiciaire de l'homosexualité a consisté à changer les cœurs et les esprits de la population, y compris les juges qui sont des êtres humains et font partie de la société comme n'importe qui d'autre.
- L'État a reconnu l'orientation sexuelle dans la législation locale par le biais de la loi sur les relations de travail, de la loi sur l'égalité des chances et de la loi sur les droits des travailleurs.

Mots et Impressions : Les Intervenants en focus

Présentez-vous

Je m'appelle Kingford. Je suis médecin de profession et je suis actuellement gestionnaire de programme au sein du GBGMC. Je poursuis également une maîtrise en santé publique à l'université de Londres, ce qui est un parcours passionnant, et j'ai hâte de voir où cela me mènera.

Comment les collaborations stratégiques entre les OSC et les réseaux régionaux peuvent-elles renforcer les efforts de plaidoyer contre les mouvements antisexistes ?

Sans collaborations stratégiques entre les OSC - petites et grandes - nous risquons de perdre l'occasion de travailler ensemble plus efficacement et de maximiser notre impact par le biais du plaidoyer.

En tant qu'organisations LGBTQIA+ dans le monde entier, il est essentiel que nous collaborions étroitement pour élaborer des messages de plaidoyer percutants, en veillant à comprendre et à communiquer les problèmes que nous voulons mettre en lumière. Au lieu d'adopter une approche générale, nous devrions nous concentrer sur des dynamiques spécifiques et renforcer les alliances avec les organismes régionaux, ce qui nous permettrait de mener des actions de plaidoyer plus ciblées et plus efficaces.

Quels sont les principaux défis auxquels les réseaux régionaux sont confrontés dans leur réponse aux mouvements antisexistes ?

L'un des plus grands défis est la diversité des stratégies utilisées pour contrer les mouvements antisexistes. Nous devons nous adapter efficacement aux différentes approches tout en tirant parti des ressources disponibles.

Il est également essentiel de rassembler des perspectives et des idées différentes pour renforcer les efforts de plaidoyer. Grâce à la collaboration et à l'innovation, nous pouvons renforcer la résilience et élaborer des stratégies de plaidoyer plus efficaces..

Quels mécanismes ou meilleures pratiques recommanderiez-vous pour renforcer la capacité des acteurs LGBTQIA+ à s'organiser et à collaborer de manière cohérente ?

L'une des stratégies clés est le partage des connaissances et l'apprentissage par les pairs entre les organisations. Une multitude d'informations circulent et il est important de s'y intéresser tout en encourageant l'éducation entre pairs.

En reliant les alliés, les organisations et les OSC, nous pouvons améliorer notre compréhension collective, construire des coalitions plus fortes et coordonner les efforts vers un objectif commun - faire progresser les droits et le bien-être de la communauté LGBTQIA+.

PANEL 3 :

NOS APPROCHES DE PLAIDOYER POUR UN CHANGEMENT SOCIAL ET CULTUREL

“

Comment renforcer le rôle des alliés dans le mouvement LGBTQ+ ?

”

Jean Jacques DISSOKE

« On n'est pas allié juste parce que l'on s'affirme comme tel. Il n'y a pas de soutien sans acte de soutien ». Ces propos de Sasha Anxiety, journaliste, militante transgenre et lesbienne suffisent à elle seule à exprimer l'importance d'un « allié » au sein de la communauté LGBTQIA+. D'une manière générale, on désigne « allié.e » une personne cisgenre hétérosexuelle qui apporte son soutien à la « communauté » LGBTQIA+. En tant qu'acteur actif du mouvement LGBTQIA+, les alliés comptent parmi les voix les plus efficaces et les plus puissantes du mouvement LGBTQIA+. Leurs rôles sont principalement portés sur la sensibilisation, la dénonciation, la protection, le financement et le changement social. Nonobstant cet impact au sein du mouvement LGBTQIA+, les « alliés » sont heurtés par des problèmes de reconnaissance, de prise en charge et même de formation et d'accompagnement dans un contexte où les discriminations et violence sont aussi portées vers eux du fait de leur soutien.



Recommandations pour l'amélioration du rôle des « alliés.es »

- Renforcement de la collaboration entre les alliés.es et les activistes LGBTQIA ;
- Valorisation et Reconnaissance de la contribution des alliés.es ;
- Mise en place des programmes impliquant les alliés.es à travers des formations, l'octroi des fonds de sécurité, et l'organisation d'événements dédiés aux alliés.es.

ALLIANCES STRATÉGIQUES ET ACTION COORDONNÉE : PLAIDOYER POUR LES POPULATIONS CLÉS FACE AUX MOUVEMENTS ANTI-GENRE

Kingford MKANDAWIRE

La montée des mouvements anti-genre à l'échelle mondiale basée sur la stigmatisation des populations clés, en particulier les personnes LGBTQIA+, soulève de nouveaux défis qui exigent des réponses urgentes et coordonnées. Ces défis comprennent une criminalisation accrue, un accès réduit aux soins de santé essentiels et la répression des efforts de plaidoyer. Cette situation affaiblit la capacité des communautés à défendre leurs droits et à accéder aux ressources nécessaires à leurs épanouissements. Pour s'attaquer à ces obstacles systémiques, une action coordonnée aux niveaux régional et mondial est requise. Préconiser des alliances stratégiques autour d'une action coordonnée constitue l'essentiel de cette analyse. Il s'agit d'objectiver une approche unifiée du plaidoyer en faveur des populations clés.



Recommandations

- Construire des plaidoyers collectifs et unies à travers une collaboration inter-régionale ;
- Mobiliser des réseaux comme pour un accès équitable aux outils de prévention du VIH ;
- Renforcer les systèmes de soutien par les pairs pour lutter contre la stigmatisation ;
- Intégrer les populations clés (leurs leaders) dans des cercles de prise de décision ;
- Travailler avec les donateurs pour soutenir les programmes de financement à long terme bénéficiant aux populations clés ;
- Consolider l'activisme sur la décriminalisation des comportements et des identités marginalisées ;
- Construire un plaidoyer sur des domaines essentiels notamment la santé et le secteur juridique afin de promouvoir un accès à la santé plus large notamment l'accès aux outils de prévention du VIH et d'insister sur les mécanismes de lutte contre la violence ;
- Renforcement des réformes juridiques globales et réseaux mondiaux en faveur des populations clés
- Mettre en perspective la création d'une plateforme qui peut suivre les progrès du plaidoyer, partager les ressources, surveiller les changements de politique mais aussi évaluer l'impact des efforts de plaidoyer.

FACE AUX MONTÉES DES EXTRÊMES, QUELLES APPROCHES DE MOBILISATION QUEER ?

Pablo Radusky

Depuis des années, nous assistons à une évolution juridique et institutionnelle de la communauté LGBTQIA+ en Argentine. Ainsi, une série de lois ont été prises. nous avons eu en 2006 on parle de la Loi sur l'éducation sexuelle, en 2010, la Loi sur l'égalité du mariage, en 2012 la Loi sur l'identité de genre et en 2021 la Loi sur les quotas de main-d'œuvre transgenre. Dans la même année, est adoptée la Loi sur l'interruption volontaire de grossesse. Cette progression s'observe également dans des politiques publiques comme c'est le cas de la reconnaissance des identités non binaires dans les documents officiels. Sur le plan institutionnel, c'est la naissance de l'Institut national contre la discrimination.

Depuis l'accession au pouvoir en décembre 2023, le président Javier Milei a amorcé un recul marqué des politiques de genre et des droits des minorités sexuelles et de genre (MSG) en Argentine. Ce virage conservateur s'est manifesté par le démantèlement des dispositifs institutionnels, avec notamment la suppression du ministère des Femmes, des Genres et des Diversités. À cela s'ajoute une réduction significative des financements publics destinés à ces domaines, ainsi que des attaques répétées contre l'éducation sexuelle intégrale.

Malgré ce durcissement, des formes de résistance s'organisent. Des mobilisations massives ont émergé, portées par les mouvements féministes, LGBTQIA+ et les syndicats.

La solidarité internationale joue également un rôle clé dans la mise en lumière des dérives et le soutien aux luttes locales. En parallèle, des stratégies communautaires se renforcent, centrées sur la documentation des violences, la sensibilisation et la défense juridique.

Ce contexte traduit un phénomène de backlash conservateur, dans lequel chaque avancée en matière de droits est suivie d'une réaction violente. Pourtant, la résilience des mouvements argentins ne faiblit pas, elle se renouvelle et s'adapte, affirmant que la lutte pour l'égalité continue avec force et créativité.



Messages clés à retenir

- Des stratégies innovantes ont vu le jour pour faire face à la menace croissante et à l'intensification du discours haineux sur les réseaux sociaux. C'est le cas par exemple de la fermeture de ressources institutionnelles (par exemple, le Secrétariat des politiques pour la diversité) ou la suppression de fonds (par exemple, parades des fiertés) enfin les acquis juridiques sont ouvertement ou indirectement menacés.
- SPHERE (Social Participation in Health : Engagement, Research & Empowerment) explore les perceptions des activistes sur leur expérience de la participation sociale dans la conception et la mise en œuvre de la loi sur l'identité de genre, ainsi que l'étendue et la modalité dans lesquelles leurs voix ont été incluses tout au long du processus.
- L'action menée par SPHERE a entraîné des résultats qui s'observent au niveau d'une action décisive de la stratégie menant à la discussion et l'adoption de la loi sur l'identité de genre qui s'observe par une stratégie de plaidoyer à l'échelle nationale. S'ajoutent à cela la formation et l'autonomisation, une mobilisation collaborative, des alliances stratégiques et l'obtention du soutien d'acteurs clés, une élaboration de stratégies conjointes avec des alliés.
- Des effets ont été observés comme des rapports et des notes d'information, un film documentaire intitulé Nothing but equality : A story about the achievement of gender identity in Argentina présenté dans 5 festivals du film et récompensé par le prix du meilleur court métrage documentaire (Guatemala) présenté à la Chambre des députés, et à d'autres événements importants, touchant plus de 500 personnes.

SE RÉAPPROPRIER LES NARRATIFS ISSUS DE NOS HISTOIRES CULTURELLES : LE LEXIQUE QUEER

Jean Claude PONGAULT

La lutte contre les violences et discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre a été lancée en 2016 en République du Congo après la découverte de la Résolution 275 de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. La première action majeure a été l'enquête sur les cas de violences et discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre dans quatre (4) Départements de la République du Congo. Le constat a été que la grande majorité des enquêté-e-s s'identifiaient autrement que selon acronyme LGBTQIA+. Ce constat a poussé le mouvement en construction à se questionner notamment sur la méthodologie utilisée en termes d'identité et sur l'existence des minorités sexuelles et de genre en Afrique précoloniale.



Messages clés à retenir de cette communication

- Après le lancement de la lutte contre les violences et discriminations basées sur l'Orientation Sexuelle Et Identité Genre (OSIG), certaines actions étaient menées dans le pays particulièrement à Brazzaville, la capitale politique. Lorsque la question des violences et discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'identité de genre se posait dans des espaces d'échanges ou de plaidoyer, le déni de l'existence de l'homosexualité en Afrique faisait surface. Les antagonistes utilisaient l'argument de l'importation de l'homosexualité en Afrique et au Congo par l'occident.
- D'une manière générale, le mouvement congolais n'avait pas pris en compte le contexte congolais pour lutter contre les violences et discriminations basées sur l'OSIG. Le mouvement était encore allé plus loin en ignorant la culture locale des minorités sexuelles et de genre « le kipopo » dans les actions qu'il menait.
- En 2019, Le mouvement congolais a adopté l'approche de désoccidentalisation de ses stratégies et actions par la contextualisation. Pour les questions identitaires, elle a commencé à promouvoir les identités traditionnelles précoloniales et contemporaines notamment au travers de l'art. La production du film Michel-le-s et de la pièce théâtrale « au royaume de Kivimba » a permis de promouvoir les identités traditionnelles précoloniales en mettant en avant notamment les bitesha du royaume Luba, les Soroné du royaume Mossi.
- Dans le rapport alternatif soumis au Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies dans le cadre de l'Examen Périodique Universel de la République du Congo, la coalition portée par Cœur Arc-en-ciel a présenté les identités contemporaines locales telles que Zimba, Tchong et Nkouandéngué.

Recommandations

- La réalisation d'une étude sur l'existence des minorités sexuelles et de genre en République du Congo avant la colonisation ;
- Le développement du kipopo et sa transmission à la génération 2.0.



PANEL 4 :

MOBILISATION DES RESSOURCES ET FINANCEMENTS DES RÉPONSES

COMMENT LES ASSOCIATIONS LBTIQ+ PEUVENT DEVENIR SR DU FONDS MONDIAL

**Jacques OMBILETEK, Affirmative
Action.**

Le Fonds Mondial est un partenaire international ayant pour vocation à vaincre le VIH, la tuberculose, le paludisme et dont la finalité serait de bâtir un monde en meilleure santé, plus sûr et plus équitable pour toutes et tous. De même, il s'agit du plus important mécanisme multilatéral de financement qui a déboursé depuis 2022 une somme de 65 milliards de dollars. Toutefois, pour être récipiendaire de ce fonds des prédispositions ont été comprises. Le premier étant le leadership communautaire. Des actions comme atteindre les cibles « de l'ombre » en travaillant en proximité ; gagner la confiance des bénéficiaires en construisant des relations de solidarité communautaire et bien d'autres sont essentielles.



Messages clés à retenir

- Au-delà des aspects organisationnels qui structurent le fonctionnement de cet organe, il apparaît également que pour devenir SR, il faut répondre à un certain nombre d'exigences sur la structuration, la gouvernance, gage de transparence et d'efficacité. En effet, le Fonds Mondial a élaboré le capacity assessment tool pour évaluer le niveau de la structure souhaitant devenir récipiendaire. Par ailleurs, ladite évaluation porte essentiellement sur les éléments suivants : les plans comptables et financiers, techniques et programmatiques, sur la gestion des ressources humaines et la vie associative.
- Au sujet du plan comptable et financier, il s'agit d'avoir des procédures internes globales rigoureuses et de disposer d'un système de gestion de la comptabilité, de la trésorerie et des budgets.
- Au niveau technique et programmatique, il s'agit de disposer d'un plan de suivi évaluation et des indicateurs clairement définis, de disposer d'un système de suivi évaluation pertinent.
- Au niveau de la gestion des ressources humaines, il faut respecter la législation nationale (droit social, droit des contrats...) ; disposer de procédures de gestion des ressources humaines ; avoir des outils de gestion des ressources humaines performants (dossiers du personnel, fiches de poste, outils de suivi des contrats, grille des salaires, livre de paie, outil de gestion des congés, organigramme, plan de formations, évaluation du personnel...), (comptable, analytique...) adaptés ; faire certifier ses comptes chaque année par un auditeur externe.

Recommandations

- S'administrer régulièrement une auto-évaluation, développer un plan de renforcement des capacités, mobiliser des assistances techniques pour le renforcement des capacités et le coaching.
- Pour les bailleurs de fonds, il y a lieu d'allouer des budgets conséquents dédiés au renforcement des capacités, le coaching, le mentoring et l'accompagnement des organisations communautaires.

LE MILITANTISME, L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT À L'ÉPOQUE DES TENSIONS DIPLOMATIQUES, ET DU DURCISSEMENT DES LOIS : CAS DE L'AHA.

Richard LUSIMBO

L'activisme communautaire et le travail collectif sont les premières choses qui viennent à l'esprit lorsque l'on évoque la mobilisation pour lutter contre la loi anti-homosexualité en Ouganda. Depuis la première tentative de décriminalisation de la communauté LGBTQIA+ en Ouganda, jusqu'à cette deuxième tentative, les communautés LGBTQIA+ ougandaises ont toujours travaillé ensemble, convaincues qu'agir en tant que communauté est source de puissance. Ainsi, entre 2009 et 2024, l'Ouganda a connu la Civil Society Coalition on Human Rights and Constitutional Law (CSCRCL), et en 2023, la Convening For Equality (CFE) a été à nouveau formé en tant que mouvement communautaire pour plaider et se mobiliser contre la loi anti-homosexuelle de 2023. Toutefois, il convient également de noter que la communauté LGBTQIA+, composée de différents collectifs, a travaillé dans un seul but, celui de se débarrasser des lois répressives à l'encontre de la communauté. Il s'agit notamment des collectifs de la diaspora, des collectifs de retour au pays, des collectifs Trans, etc.



Messages clés à retenir

- L'une des stratégies envisagées depuis longtemps par tous les collectifs concernés par la lutte contre la législation anti-homosexuelle en Ouganda a été de faire appel à la communauté internationale pour qu'elle intervienne, bien que sous la direction des activistes locaux. L'une des « demandes » a été que la communauté des donateurs suspende les prêts et les subventions au gouvernement ougandais afin d'obtenir l'abrogation de ces lois.
- Les décisions locales en la matière n'ont jamais été simples. Lors de la première tentative d'adoption d'une loi anti-gay en Ouganda entre 2009 et 2014, un consensus général s'est dégagé pour que le financement direct du gouvernement ougandais soit réduit ou diminué en guise de punition pour avoir adopté une loi aussi draconienne.
- Dans le contexte actuel, le Convening For Equality, le mouvement de la société civile ougandaise dirigé par des homosexuels qui luttent contre la loi anti-homosexualité de 2023, a pris une position plus sérieuse en demandant à la Banque mondiale, par exemple, de suspendre ou de retenir ses prêts au gouvernement ougandais afin d'obtenir l'abrogation de la loi anti-homosexualité.
- La lutte pour s'engager dans l'activisme afin d'exercer une pression bilatérale sur l'Ouganda pour qu'il annule la loi anti-homosexualité de 2023 a entraîné des pertes et des gains.
- Suite à l'adoption de la loi anti-homosexualité de 2023, le Convening For Equality, en tant que roue centrale de coordination et de décision du mouvement civil LGBTQIA+ ougandais, a décidé de s'engager dans un activisme international rigoureux et de faire du lobbying auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux de l'Ouganda tels que la Banque mondiale, l'African Growth and Opportunity Act (AGOA) du gouvernement américain, l'Union européenne.

LES INÉGALITÉS LINGUISTIQUES DANS L'ACCÈS AUX FINANCEMENTS ET À L'INNOVATION.

**Serge DOUOMONG YOTTA,
Coalition PLUS**

Messages clés à retenir de cette communication

Messages clés à retenir

Sous-financement structurel des territoires francophones :

Seuls 1 % des financements LGBTQIA+ mondiaux sont alloués aux territoires francophones, révélant un déséquilibre criant et persistant.

Écart massif entre les territoires francophones et non francophones :

Entre 27 millions \$ pour les territoires francophones et 2,6 milliards \$ pour les autres régions, le fossé est systématique et injustifiable au regard des besoins réels.

Avec une moyenne globale de 27 175 \$ par subvention à l'échelle mondiale, on peut déduire que les montants alloués aux acteurs francophones sont plus faibles, plus fragmentés, voire ponctuels.

Une invisibilisation institutionnalisée des francophones dans les circuits de financement : l'écart n'est pas seulement financier, il est aussi politique et culturel, traduisant une marginalisation des acteurs francophones dans les agendas internationaux.

Recommandations

Documenter et visibiliser les besoins spécifiques des communautés LGBTQIA francophones

Mettre en place des études d'impact, des cartographies des besoins et une analyse intersectionnelle pour justifier les demandes de financement des pays francophones.

Créer un mécanisme de financement dédié aux territoires francophones inspiré des mécanismes existants pour d'autres régions, ce fonds pourrait être géré par une instance communautaire avec une expertise locale.

Mobiliser les bailleurs multilingues et renforcer le plaidoyer auprès des fonds globaux (Fonds mondial, GPP, bilatéraux) : exiger des engagements concrets sur l'équité linguistique et territoriale dans les allocations budgétaires



Renforcer les capacités des OSC LGBTQIA+ francophones en matière de bonne gouvernance, levée de fonds, gestion de subventions, reporting, et diplomatie communautaire.

Créer des alliances régionales et internationales stratégiques en favorisant des coalitions entre acteurs francophones et anglophones pour porter collectivement les revendications auprès des bailleurs.

Inscrire le sujet dans l'agenda des droits humains et de la justice globale : la question du financement doit être reliée à la lutte contre les inégalités historiques, le colonialisme linguistique, et l'exclusion systémique des francophones dans la coopération internationale.

Mots et Impressions :

Les IntervenantEs en Focus

Pouvez-vous vous présenter ?

Gavin Reid, je suis conseiller technique principal pour l'engagement communautaire au sein du département Communauté, droits et genre du Fonds mondial. Je suis également un homosexuel vivant avec le VIH.

Pourquoi est-il essentiel pour vous de participer à ce colloque international ?

Il est essentiel de participer à ce colloque, car il permet d'explorer les perspectives de l'Afrique occidentale et centrale, de l'Afrique australe et de l'Amérique latine. Il sert d'espace de discussion et de réflexion sur les réponses à apporter aux mouvements anti-genre et anti-droits de l'homme.

Quels sont les critères d'éligibilité pour obtenir un financement du Fonds mondial ?

Le Fonds mondial établit des critères de sélection pour les bénéficiaires principaux, qui sont les principales organisations bénéficiant d'un financement. Ces bénéficiaires sont choisis par les instances de coordination nationales qui, à leur tour, définissent les critères de sélection des sous-bénéficiaires et des sous-sous-bénéficiaires.

Les organisations LGBTQIA+ peuvent être sous-bénéficiaires ou recevoir des fonds du Fonds mondial par le biais de mécanismes alternatifs, tels que des accords de niveau de service, leur permettant de mettre en œuvre des activités clés. Tous les trois ans, les instances de coordination nationales dirigent un processus d'élaboration des demandes de financement, en veillant à inclure les communautés touchées par le VIH, la tuberculose et le paludisme. Ces processus devraient impliquer les organisations LGBTQIA+, afin de leur permettre de donner la priorité aux interventions clés dans la lutte contre ces maladies.

Comment remédier à ce déséquilibre ? Les enquêtes montrent que seulement 1% des financements LGBTQIA+ vont à des organisations francophones.

Je suis choquée d'apprendre que seulement 1% des fonds LGBTQIA+ sont alloués aux pays francophones. J'espère que nous pourrions mieux exploiter les nouvelles technologies, y compris l'IA, pour surmonter les barrières linguistiques, en veillant à ce que les besoins et les réalités des personnes LGBTQIA+ dans les régions francophones soient discutés dans les forums régionaux et mondiaux, ainsi que dans les pays individuels.

En outre, nous devons veiller à ce que les demandes de financement puissent être soumises en français, afin de rendre les ressources plus accessibles aux organisations francophones.

Que diriez-vous pour conclure votre entretien ?

Alors que les discussions se poursuivent sur la durabilité des réponses au VIH, à la tuberculose et au paludisme, il est tout aussi important de maintenir un dialogue sur la solidarité avec les populations les plus touchées par ces maladies, y compris les personnes LGBTQIA+.

Nous devons continuer à éliminer les obstacles, qu'ils soient liés aux droits de l'homme ou au genre, et nous efforcer de parvenir à l'équité en matière de santé pour tous.

PANEL 5 :

NOS APPROCHES POUR ASSURER LA SÉCURITÉ

RÉGIME MILITAIRE - LOIS CONTRE L'HOMOSEXUALITÉ CAS DU BURKINA FASO

BOUBIE IDO

Le Burkina Faso est confronté à une crise sécuritaire et politique majeure depuis plusieurs années, marquée par une guerre asymétrique dans le nord contre des groupes armés djihadistes. Ces attaques terroristes ont eu un impact profond sur la situation des droits de l'homme, entraînant une exacerbation des violences et des violations commises par les forces armées et les terroristes.

Les discours d'appel à un retour aux valeurs traditionnelles entraînent une hostilité de plus en plus grandissante et des risques de violences envers les minorités sexuelles et dans Genre.

Le pays se trouve en ce moment dans un processus d'adoption de la loi portant modification du code de la personne et de la famille contenant des dispositions pénalisant la promotion de l'homosexualité et pratiques assimilées est actuellement au niveau de la commission de l'Assemblée Législative de Transition. Un autre projet de loi, encore d'examen, vise la relecture de la loi n°064 2015 - Comité National de Transition du 20 octobre 2015 portant liberté d'association au Burkina Faso.

Elle porte des « innovations » comme, l'obligation pour toutes les associations de fournir leurs budgets, leurs comptes annuels et leurs rapports financiers aux ministres chargés des libertés publiques. Cette loi pourrait constituer une menace pour les associations dirigées par les minorités sexuelles et de genre.



Le champ de plaidoyer pour les organisations reste relativement difficile en raison de la nature régime en place, se traduisant par : L'absence de liberté d'expression, du risque de répression des activités de plaidoyer perçues comme paralysant l'effort de guerre, la censure des médias et la quasi-inexistence de médias indépendants, La criminalisation des ONG et des militants engagés pour les droits des minorités sexuelles et de genre et le faible accès aux recours juridiques et judiciaires, par peur de représailles ou par manque de confiance dans l'appareil judiciaire national.

Face à cette situation des actions de résilience sont exprimées par des ONG nationales, la commission nationale des droits de l'homme (CNDH) et les parajuristes en vue d'influencer les avis des autres acteurs. Elles sont travaillées par un plaidoyer local marqué par des mobilisations, des offres de fonds en cas de situation d'urgence, des appuis juridiques et des conseils. Les limites de ces actions ont permis d'observer dans quelle mesure s'adapter au nouveau contexte, à défaut d'influencer l'adoption de cette loi.

Recommandations

- Le renforcement des services juridiques ouverts ;
- L'élaboration d'une stratégie des actions judiciaire par les entités morales ;
- Le renforcement du plaidoyer porté par les acteurs locaux ;
- Le ciblage des alliés et partenaires de plaidoyer ;
- Le financement des thématiques de santé mentale, sécurité et sûreté des MSG ;
- L'extension du plaidoyer local vers un plaidoyer régional-AE.



RÉGIMES MILITAIRES ET LOIS SUR L'HOMOSEXUALITÉ : CAS D'ÉTUDE DU GABON

Ivan Joris PYSSAME PYSAMME

Au Gabon, bien que l'État ne soit pas structuré sous un régime militaire traditionnel, l'influence marquée et parfois discrète des forces armées sur les mécanismes politiques demeure significative. Cette présence dans la gouvernance nationale, surtout en période de transition ou de crise, affecte la stabilité des cadres législatifs, y compris ceux relatifs aux droits des minorités sexuelles. D'un point de vue législatif, le Gabon a engagé une évolution complexe concernant les droits LGBTQIA+. Une dépénalisation partielle de l'homosexualité a été adoptée, mais cette mesure, loin d'être consensuelle, a immédiatement déclenché de vifs débats politico-religieux. Ces réactions traduisent une forte pression sociétale conservatrice, empêchant l'émergence d'un véritable dialogue inclusif. Le rôle de l'armée, bien que non explicitement hostile, reste neutre et silencieux sur ces questions sensibles. Or, cette posture ambiguë nourrit l'inquiétude que les droits LGBTQIA+ puissent être manipulés à des fins politiques, servant tantôt d'outil de légitimation, tantôt de facteur de diversion, selon les besoins stratégiques du pouvoir en place. Malgré certains progrès juridiques, les personnes LGBTQIA+ au Gabon continuent de subir de nombreuses formes de marginalisation. Le tabou autour des identités sexuelles reste fortement ancré dans les sphères publiques, religieuses et privées, freinant ainsi leur reconnaissance sociale et leur protection effective.



Recommandations

- Renforcement des garanties constitutionnelles : Inscrire explicitement les droits des minorités sexuelles dans la Constitution gabonaise pour prévenir les reculs législatifs sous influence militaire.
- Protection des personnes LGBTQIA+ : Mettre en place des mécanismes de protection contre les violences et discriminations ciblées, avec des recours juridiques accessibles.
- Formation et sensibilisation : Former les forces armées et les autorités sur les droits humains et la diversité pour éviter leur instrumentalisation dans des discours haineux ou conservateurs.
- Dialogue civilo-militaire : Créer des plateformes où les organisations LGBTQIA+ et les acteurs étatiques (y compris militaires) peuvent échanger pour déconstruire les préjugés.
- Surveillance régionale et internationale : Encourager les partenariats avec des institutions africaines et internationales pour assurer la cohérence des pratiques.

PARTAGE D'EXPÉRIENCES SUR LA MISE EN ŒUVRE DES PROTOCOLES SÉCURITAIRES ET LES RÉPONSES AUX VIOLENCES AU CAMEROUN (PFU).

Claude ASANJI

L'implication et l'apport de l'observatoire national des organisations identitaires du Cameroun dans la formulation et la mise en œuvre des réponses face aux violences basées sur le genre et particulièrement la communauté LGBTQIA+ constitue sa nouvelle mission. En plus de ses missions traditionnelles définies dans ses statuts, son activisme pour les droits de la communauté LGBTQIA+ à travers la plateforme Unity (réseau camerounais des associations de défense des droits humains et de lutte contre le VIH/SIDA) constitue un élément essentiel dans cette lutte.

L'Observatoire national des droits des personnes LGBTQIA+ au Cameroun joue un rôle important dans la lutte contre les violences faites à la communauté LGBTQIA+. En plus de ses activités habituelles, il prend part activement à la mise en place de solutions concrètes pour protéger les minorités sexuelles et de genre (MSG).

Dans ce sens, il offre une aide juridique, sociale et médicale aux personnes victimes de violences. Il ne se limite plus à recueillir des informations : il agit sur le terrain pour accompagner et défendre les droits des personnes concernées. Toutes ces actions sont partagées régulièrement à travers une plateforme qui permet le lien entre les associations et le partage d'expériences.

L'objectif est d'encourager une réponse collective, de mieux faire connaître les violences de genre et d'élargir les moyens d'agir ensemble. Grâce à cette approche, l'Observatoire mobilise non seulement les associations engagées, mais aussi toute la société civile camerounaise.

Face à la montée des propos homophobes dans les médias et sur les réseaux sociaux, l'Observatoire réagit en signalant les comptes concernés et en menant des campagnes de sensibilisation en ligne. Dans un cas concret celui de Bijou, une femme trans victime de violences — l'Observatoire a porté plainte, et les auteurs ont été condamnés en justice. C'est un exemple fort de son engagement pour la justice et la reconnaissance des droits des personnes LGBTQIA+ au Cameroun.



CARTOGRAPHIE DES RÉPONSES D'URGENCE : LIMITES ET PERSPECTIVES POUR LES COMMUNAUTÉS.

Éric Douglas GUEMNE

Le concept de réponses d'urgences désigne une situation d'urgence qui présente un risque immédiat de préjudice grave pour la santé, la vie, les biens ou l'environnement. La violence fait référence ici à un ensemble d'agressions verbales et/ou physiques. Il s'agit notamment de violences physiques ; Paroles de chansons homophobes ; Menaces de mort ; Violences transphobes, homophobe, lesbophobes ; Clémence juridique face aux agressions et aux agresseurs.

Dans le sud global, la problématique des réponses urgentes face à l'homophobie demeure cruciale au regard des limites présentées par les actions des acteurs au niveau national et international. Au niveau national, les actions des institutions de maintien de l'ordre, les institutions nationales de défense des droits de l'homme et les acteurs de la société civile sont pollués par les pratiques de corruption, les actes de complicité de violence, les lenteurs administratives lors des poursuites judiciaires, la très forte politisation des instances, l'absence de budget, la mauvaise compréhension de la problématique LG-BTQIA+, l'absence de coordination, de moyens financiers, d'éthique et le refus de certaines organisations à se mêler de la cause LGBTQIA+. Au niveau international, les actions des représentations diplomatiques, des organismes internationaux et de la société civile internationale sont principalement limitées par les problèmes financiers.



CARTOGRAPHIE DES RÉPONSES AU NIVEAU INTERNATIONAL

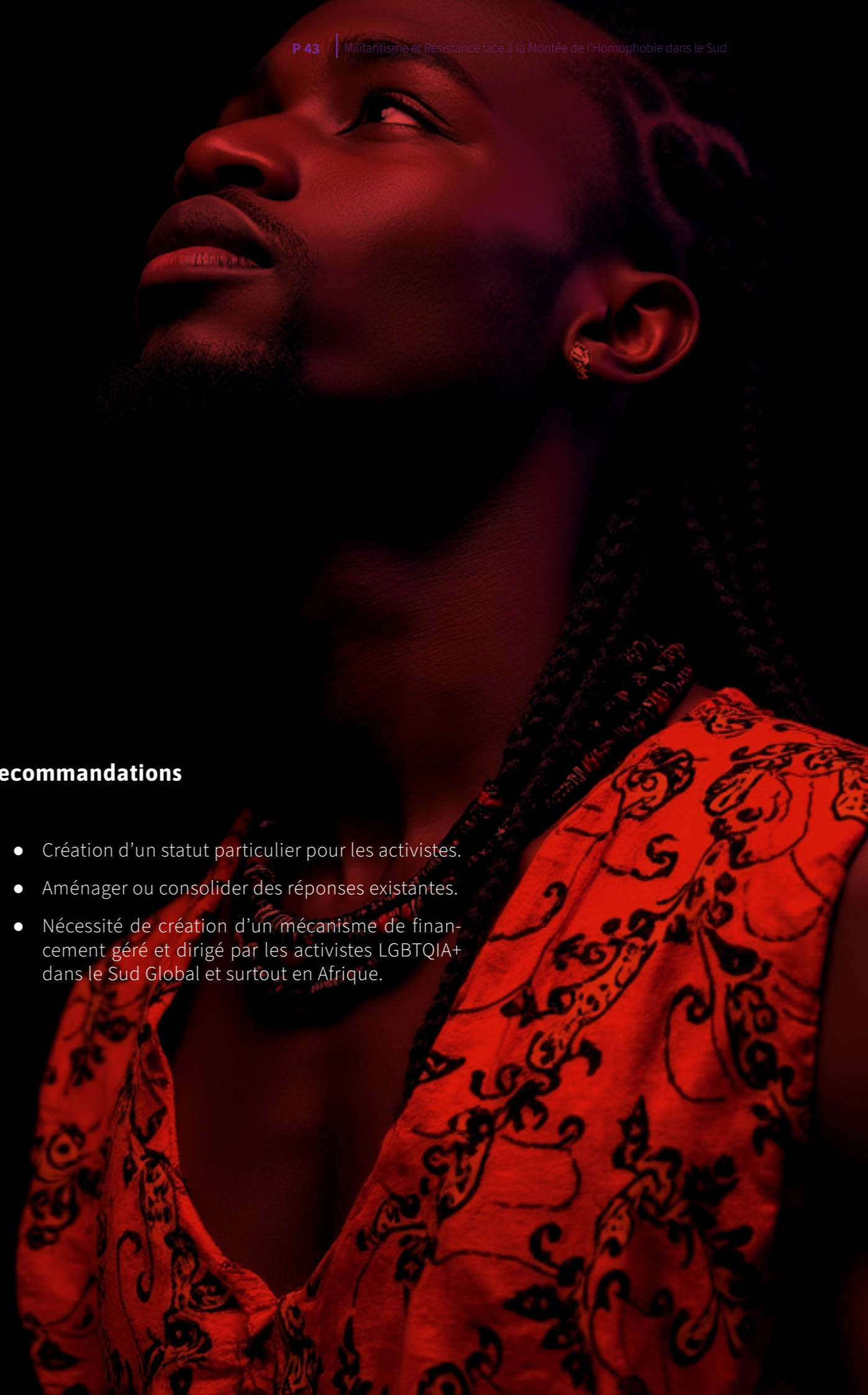
RÉPONSES	RÔLES ET ACTIONS	LIMITES
Institutions de forces de maintien de l'ordre (Police, gendarmerie, chefs de communautés/quartier)	<ul style="list-style-type: none"> - Assure la sécurité des communautés et des individus, - Prévient l'incivilité (actes qui ne constituent pas forcément des infractions pénales) ou des infractions pénales faibles (telle que l'ivresse publique) 	<ul style="list-style-type: none"> - Incompréhension de la problématique LGB-TQIA+ - Très souvent complice des actes de violence - Corruption - Lenteurs administratives
Les institutions nationales de défenses des droits de l'Homme (IDH)	Mécanisme national par excellence de promotion et de protection des droits de l'homme	<ul style="list-style-type: none"> - Instance très politisée - Pas de budget - Faible compréhension de la problématique LGBTQIA+
La société civile MSG	L'Assistance médicale et nutritionnelle, la causerie éducative, la collecte et traitement des données, la dénonciation et la documentation des cas de violation, les Études, le Lobbying, le monitoring des lieux de détention, l'Observation, l'opérationnalisation des refuges, les plaidoyers divers, la rédaction des rapports, la recherche, la réinsertion socio professionnelle, le référencement et suivi des cas.	<ul style="list-style-type: none"> - Compétition - Manque de coordination - Manque de moyen adéquat - Mauvaise gestion - Non respect de l'éthique
Les mécènes, alliés, volontaires (Individuel)	L'alerte, assistance judiciaire et juridique, l'assistance financière,	<ul style="list-style-type: none"> - Pas durable - Très personnel - Manque de coordination
Les autres organisations de la société civile	Les ONG traditionnelles travaillant dans le secteur de la santé publique intègrent des services directs aux hommes gays/HSB et femmes transgenres dans leurs programmes VIH/sida depuis une dizaine d'années ou plus	<ul style="list-style-type: none"> - Refus de se mêler à la cause LGBTQIA+ - Incompréhension de la problématique - Manque de moyens financier pour répondre aux demandes de protection

CARTOGRAPHIE DES RÉPONSES AU NIVEAU INTERNATIONAL

RÉPONSES	RÔLES ET ACTIONS	LIMITES
<p>Les représentations diplomatiques et agences d'aide publique au développement : <i>Les USA; La France (L'Initiative, AFD, Expertise France), L'Allemagne (GIZ); Le Canada; La suède</i></p> <p><i>Les Royaume Unis; La suisse, L'Union Européenne...</i></p>	<p>Financement de certains projets d'assistance (protection, psychologique)</p> <p>Recasement et assistance dans la demande d'asile</p>	<p>Montée du nationalisme et des parties d'extrême droite au pouvoir. Réduction de l'aide publique au développement, investissement dans la défense, passé colonial...</p>
<p>Les programmes internationaux de santé: (<i>Fonds mondial Lutte contre le VIH/TB/Malaria</i>); <i>Les fonds Canadien d'initiatives locales (FCIL), GAVI...</i>)</p>	<p>Programmes dédiés aux droits et à la gestion de risque</p> <ul style="list-style-type: none"> - signalement, clinique juridique pour l'accompagnement (dénonciation plainte) - Assistance médicale - Assistance psychologique 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de véritable budget dédié à la protection et la gestion des cas d'urgence - Ne prend pas en compte la sécurité des acteurs et des activités
<p>Société civile internationale : <i>Amnesty International (AI); Freedom House;; Care; Fierté Montréal; ; Plate forme Régionale; Agir Ensemble; Equitas; ISDAO; Queen (reloger relocaliser) ; HIV Policy;; Avocat Sans frontière; love Alliances, outright ; Front line Defender ; Grindr</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> - Système d'Alerte, - Assistance judiciaire et juridique, - l'Assistance financière (octroi de financement et allocation pour relogement) 	<ul style="list-style-type: none"> - Pas de réponses adaptées - Pas de réel fonds d'urgence - Fonctionne sur la base des budgets - Dépend essentiellement des fonds externes - Protocoles et procédures qui prennent beaucoup de temps

Recommandations

- Création d'un statut particulier pour les activistes.
- Aménager ou consolider des réponses existantes.
- Nécessité de création d'un mécanisme de financement géré et dirigé par les activistes LGBTQIA+ dans le Sud Global et surtout en Afrique.



PANEL 6 :

MOUVEMENT QUEER, BIEN-ETRE, SPIRITUALITÉ, RELIGION .

LBTQI+ et foi chrétienne, femme transgenre activiste et fervente chrétienne.

Chanel KOUANKEP

L'objectif de cette communication a été de mettre en lumière le lien existant entre la foi chrétienne et les questions LBTQI+. En effet, suite à l'existence de certains passages bibliques, de nombreux LBTQI+ ont connu dans certains contextes des thérapies de conversion qui n'ont servi qu'à les rendre malheureux. Chez d'autres, ces thérapies ont fait naître des conflits intrapsychiques ouvrant la porte à certaines maladies mentales. Il va s'en dire qu'au regard de cela, certaines minorités sexuelles et de genre préfèrent totalement couper les ponts avec la religion et la foi chrétienne afin de vivre librement leur orientation ou leur identité de genre. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle, ces minorités se tournent vers des combats plus valorisants et préfèrent s'entourer des personnes qui les aiment et se méfient des religions qui ont tendance à les juger.



Messages clés à retenir de cette communication

- Malgré l'existence des enseignements remettant en cause la foi des minorités sexuelles et de genre, malgré leur excommunication de lieu de culte, plusieurs parents, enseignants, fidèles, amis sensibles à cet objet ont tout de même décidé de se référer à certains livres bibliques qui mettent en avant l'amour, le pardon, la tolérance et le non jugement. C'est le cas du livre de Jean 4 : 8 qui indique que « Celui qui n'aime pas n'a pas connu DIEU car Dieu est amour ».
- Ces versets bibliques amènent de nombreuses personnes au sein de l'église à être plus tolérantes et à accepter les LBTQI+ au sein de l'église. Malheureusement, certaines confessions religieuses telles que les catholiques, les protestants ou encore les musulmans ont une position tranchée sur l'admission des personnes LBTQI+.
- Il est possible de vivre sa foi chrétienne en tant que LBTQI+. C'est d'ailleurs le cas de Richard Picotin, auteur, compositeur de musique chrétienne ; Albert Nabonibo, chanteur gospel ou encore Rosania Rocha, chanteresse et pasteur lesbienne.
- De tels cas ont permis dans les années à venir à l'évolution de nombreuses confessions religieuses dans leur système de traitement des personnes LBTQI+. Comme exemple, nous pouvons citer, l'église méthodiste de Kansas city, la Joy Metropolitan Community Church à Orlando et bien d'autres. Au regard de toutes ces observations faites, il y a lieu de se poser la question de savoir si DIEU se trouve dans une église faite par des mains d'hommes ? À cette question, nous répondons par un non. La preuve étant dans le livre des Actes 17 : 24 dans lequel il est dit que le DIEU qui a fait le monde et tout ce qui s'y trouve, étant le Seigneur du ciel et de la terre, n'habite point dans des temples fait de mains d'hommes.

LBTQI+ ET FOI MUSULMANE

Tariq ALAOUI

Bien qu'étant un sujet marginal, l'homosexualité dans les religions monothéistes et d'autres religions est discutée. Dans le christianisme, les points de vue varient selon les confessions. Le catholicisme et la plupart des branches protestantes s'opposent traditionnellement aux actes homosexuels, tandis que certaines confessions acceptent les personnes LBTQI+. L'islam quant à lui condamne l'homosexualité en citant le Coran. Toutefois, certains musulmans modernes prônent une réinterprétation des écrits. Le judaïsme orthodoxe à son tour s'oppose à l'homosexualité, tandis que le judaïsme conservateur et le judaïsme réformé l'acceptent davantage, ce dernier embrassant les droits des personnes LBTQI+. Au niveau de l'hindouisme, les opinions varient. En effet, les textes anciens mentionnent les relations entre personnes de même sexe et les attitudes modernes évoluent, notamment après la dépénalisation en Inde. Au niveau du bouddhisme, un accent sur la cessation des désirs est mis. Les attitudes à l'égard de l'homosexualité varient, certaines cultures l'acceptent mieux que d'autres. Enfin, au niveau du sikhisme, aucune condamnation explicite dans les écritures, mais les enseignements traditionnels mettent l'accent sur le mariage hétérosexuel. Les communautés progressistes quant à elles soutiennent les droits des LBTQI+.



Messages clés à retenir

- Il ressort que dans le monde, 67 pays criminalisent l'homosexualité (à partir de 2024). Près de la moitié (34) de ces pays sont des pays à majorité musulmane.
- Pour ce qui est de ces pays à majorité musulmane, la criminalisation de l'homosexualité s'observe dans les régions telles que dans le Moyen-Orient (Arabie Saoudite, Yémen, Iran), en Afrique (Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Soudan, Mauritanie, Somalie). En Asie du Sud et du Sud-Est, nous avons des pays tels que le Pakistan, la Malaisie, les Maldives.
- Il apparaît un impact des lois coloniales sur les droits des LBTQI+ dans les pays musulmans. De même, des études montrent que 60 % des musulmans homosexuels sont confrontés à des problèmes de santé mentale exacerbés par la discrimination et l'isolement.
- Recommandations pour un consensus entre LBTQI+ et non
- L'élaboration d'un guide complet pour les groupes de discussion avec pour public cible les personnes LBTQI+ musulmanes. L'objectif étant de créer des espaces sûrs pour un dialogue ouvert, des expériences partagées et une planification stratégique.
- Ensuite, la création d'un guide pour les responsables religieux avec comme public cible les imams, les responsables religieux et érudits. L'objectif étant de doter les responsables religieux d'outils leur permettant d'aborder les questions relatives aux LBTQI+ avec compassion, sur la base d'interprétations islamiques inclusives.

RÉPONDRE AUX BESOINS DE SANTÉ MENTALE DES ACTIVISTES

Jean Paul ENAMA

« Prendre soin de soi n'est jamais un acte égoïste. C'est simplement une bonne gestion du seul cadeau que vous avez à offrir au monde : vous-même ». Si ce propos de Parker Palmer souligne l'importance de la santé mentale, une corrélation entre activisme et santé mentale chez les MSG présente une réalité à part entière. À partir d'entretiens réalisés auprès des leaders de réseau et d'organisations MSG, des bailleurs de fonds mais aussi des prestataires de santé physique et mentale, l'impact de l'activisme sur la santé mentale est avéré. Entre les exigences et les pressions des bailleurs de fonds, la pression inhérente du mouvement LGBTQIA+, la non-professionnalisation des postes des activistes et le poids des responsabilités en tant que leader associatif, la prise en charge morale des activistes et la mise en œuvre d'une logistique traduit une nécessité.

Recommandations

- Renforcer les capacités des leaders en leadership et estime de soi .
- Intégrer des services de prise en charge psychologique dans les centres médicaux communautaires, là où les personnes LGBTQIA+ sont acceptées .
- Financer des programmes de santé mentale à l'endroit des activistes.;
- Former les pairs éducateurs aux premiers secours psychologiques .
- Créer des centres d'écoutes et de référencement .;
- Mettre en place des lignes vertes d'écoute et de référencement .
- Créer des espaces de rencontres et d'échanges entre les activistes afin renforcer la solidarité et le soutien entre les membres .
- Mettre en place des séances d'évacuation de **Burn out** pour les activistes pour aider à évacuer progressivement l'épuisement professionnel .;
- Investir dans l'autonomisation des activistes.

C'est en voir des milliers!

“

Pour nous Yves n'est pas mort,
il sera à jamais parmi nous »

”

Le 15 juin 2020, Yves YOMB, activiste camerounais de première ligne, s'est éteint à l'âge de 44 ans, emporté par un cancer. Son départ marque la disparition d'une figure incontournable de la lutte contre le sida en Afrique. Trois ans avant son décès, il avait rédigé un texte autobiographique dans lequel il revenait sur son parcours, son engagement et ses combats. Malheureusement, il n'a jamais eu l'occasion de le lire publiquement. En hommage à son engagement et à son héritage, deux activistes africain.e.s de la lutte contre le sida ont porté sa voix en lisant son texte, perpétuant ainsi son message et son combat.

Ce documentaire retrace le parcours inspirant d'Yves YOMB, figure emblématique du militantisme LGBTQIA+ au Cameroun. Depuis 2005, il a marqué les esprits par son engagement sans faille et par le choix de vivre son homosexualité au grand jour, défiant les tabous et les discriminations.

À travers des images et témoignages poignants, le film met en lumière l'impact profond de son combat sur la communauté. Yves YOMB n'était pas seulement un activiste, il était un guide, une voix, un symbole d'espoir et de résilience. Même après sa disparition, son héritage continue de résonner, inspirant celles et ceux qui luttent encore aujourd'hui pour l'égalité et la reconnaissance.

Son combat ne s'est pas limité à son propre vécu : il a inspiré des centaines de personnes à travers l'Afrique, les poussant à revendiquer leurs droits et à s'organiser pour une société plus inclusive. Par son travail, il est devenu un symbole de résistance, de persévérance et d'espoir, laissant un héritage indélébile pour les générations futures. Ce documentaire est une invitation à découvrir l'histoire d'un homme dont le courage a façonné les dynamiques de résistance et d'émancipation en Afrique.

Le **Prix Yves YOMB** a été discuté lors du colloque à l'initiative des participantEs, profondément touchés par le documentaire retraçant son parcours et son engagement. Ce prix symbolise la reconnaissance de son combat et l'impact durable qu'il a eu sur la lutte pour les droits LGBTQIA+ en Afrique. Il vise à perpétuer son héritage et à encourager les nouvelles générations à poursuivre cette mission de justice et d'inclusion.

Le PRIX Yves YOMB

Nom du prix : Prix Activiste Yves Yomb

Initiateur·rice(s) : Alliance Globale des Communautés pour la Santé et les Droits (AGCS PLUS)

Contexte : Yves Yomb, militant camerounais, a marqué de son engagement la lutte pour les droits des minorités sexuelles et de genre (MSG) et contre le VIH en Afrique francophone. Ce prix entend honorer sa mémoire en mettant en lumière des acteurs communautaires qui, dans l'ombre, œuvrent avec courage pour la justice, l'inclusion et la dignité.

Objectifs :

- Reconnaître l'engagement exceptionnel d'un·e activiste dans l'espace francophone.
- Encourager les initiatives courageuses en contexte hostile.
- Renforcer la visibilité des actions de défense des droits humains des MSG.

Critères de sélection :

- Impact démontrable au niveau communautaire ou national.
- Résilience et innovation dans des contextes adverses.
- Alignement avec les valeurs de justice sociale, inclusion et solidarité.
- Être basé·e en Afrique francophone.

Modalités de nomination :

- Appel à candidatures ouvert.
- Nomination par des pairs ou auto-nomination.
- Dossier incluant : CV ou profil de l'activiste, description de l'initiative, témoignages ou références.

Comité de sélection :

Il sera composé de représentant·e·s communautaires, d'alliés, d'expert·e·s des droits humains et de la santé globale.

Récompenses :

- Un certificat de reconnaissance.
- Prise en charge pour la participation à la prochaine réunion ICASA 2025.
- Portrait publié sur les canaux partenaires et les réseaux sociaux de AGCS PLUS selon l'avis favorable de la personne.

Fréquence : Annuelle (idéalement chaque mois de juin).

Évaluation de la conférence

Critère	Points forts	Axes d'amélioration
Contenu thématique	Couverture exhaustive des enjeux juridiques, sociaux et culturels	Poursuivre l'inclusion de nouvelles régions (Asie, Caraïbes)
Qualité des échanges	Forte participation, diversité d'expertises	Mieux équilibrer le temps de parole entre panels
Recommandations opérationnelles	Nombreuses et adaptées aux contextes locaux	Élaborer un plan de suivi pour mesurer l'impact
Suivi et pérennisation	Création du Fonds Yves Yomb et feuille de route stratégique	Définir un comité de pilotage pour garantir le suivi
Mobilisation des participant·e·s	Engagement notable lors du <i>brainstorming</i>	Mettre en place des plateformes digitales collaboratives

Ce colloque a posé des bases solides pour un militantisme renforcé et inclusif. Le défi majeur reste désormais de transformer les recommandations en actions concrètes et mesurables, tout en assurant un suivi régulier et une coordination effective entre les acteur·rice·s.

Conclusion

Ce colloque majeur a rassemblé activistes, chercheurs, représentants d'organisations et alliés pour explorer les dynamiques complexes auxquelles font face les communautés LGBTQIA+ dans des environnements souvent marqués par l'hostilité. Les échanges ont mis en lumière les défis multidimensionnels du militantisme LGBTQIA+, queer et féministe tout en offrant des pistes concrètes pour renforcer l'action collective.

Points forts du colloque :

- Intersectionnalité comme levier stratégique : L'un des enseignements clés du colloque a été l'importance de l'intersectionnalité, outil essentiel pour comprendre les multiples formes d'oppression. Elle favorise la création d'alliances durables entre mouvements LGBTQIA+, féministes et queer, liés par des luttes convergentes malgré des différences contextuelles.
- Santé mentale en milieu militant : Trop souvent négligée, la santé psychologique des militantes a été abordée comme un enjeu critique. Face à la pression institutionnelle, au manque de reconnaissance et aux dynamiques internes toxiques, les recommandations incluent le financement de programmes adaptés et la formation aux premiers secours psychologiques.
- Stratégies de plaidoyer innovantes : Les discussions ont valorisé des instruments efficaces comme les litiges stratégiques, capables de faire évoluer les cadres juridiques. Des victoires, telles que la décriminalisation de l'homosexualité à l'île Maurice, illustrent la puissance d'un plaidoyer structuré et déterminé.
- Inégalités financières et linguistiques : Le colloque a révélé les difficultés spécifiques des acteur-es francophones dans l'accès aux financements internationaux. Les propositions visent à accroître leur inclusion dans les instances décisionnelles et à développer des financements locaux autonomes, réduisant la dépendance aux bailleurs étrangers.
- Sécurité des activistes : Le colloque a dénoncé les violences — physiques, psychologiques et numériques — que subissent les défenseur-es LGBTQIA+ dans de nombreux pays. Un renforcement des mécanismes de protection, notamment à travers la création de fonds d'urgence gérés par les activistes eux-mêmes, a été vivement recommandé.
- Hommage à Yves Yomb : L'événement a également rendu hommage à l'activiste Yves Yomb. Un prix portant son nom a été annoncé, symbolisant l'engagement collectif à poursuivre la lutte pour l'égalité, la dignité et le respect des diversités culturelles à travers une solidarité transnationale et des initiatives innovantes.

Feuille de route

ACTIONS

- Travailler en collaboration avec diverses organisations et acteurs pour porter plus haut le plaidoyer et maximiser l'impact.
- Redéfinir le leadership : Impliquer activement les membres des communautés dans les processus de décision et les actions de plaidoyer.
- Formations adaptées : Créer des guides de formations pour renforcer les capacités des acteurs de la communauté en matière de plaidoyer.
- Autofinancement : Encourager le financement des actions de plaidoyer par les mécènes locaux.
- Médias alternatifs : Utiliser des médias alternatifs et sûrs comme les radios communautaires, les réseaux sociaux et les théâtres de rue.
- Tenir compte des contextes locaux pour adapter le plaidoyer, en considérant le poids et l'opportunité des religions et des cultures.
- Prendre en compte l'intersectionnalité dans la lutte dans les différentes luttes en ce qui concerne le VIH, les droits de l'homme et les droits en santé sexuelle et reproductive.
- Assurer que le plaidoyer soit respectueux des droits de l'homme et adapté aux besoins spécifiques des femmes ciblées.
- Faire l'évaluation des autres colloques et actions de plaidoyer pour savoir l'impact et les résultats obtenus.
- Rester vigilant pour maintenir les acquis obtenus et éviter que les acquis soient fragilisés.
- Mobiliser des ressources pour creuser l'ensemble des thèmes qui constituent chacun un colloque ou une action de plaidoyer.
- Équité linguistique : Promouvoir le financement des projets francophones en faveur d'une meilleure équité linguistique.
- Solidarité transcontinentale : Trouver un fil qui lie les différentes rencontres d'AGCS PLUS et réinventer les approches de solidarité internationales.
- Créer des espaces de discussion : Créer des espaces de discussion entre acteurs pour des stratégies de plaidoyer adaptées.
- Identifier les faiblesses : Identifier les faiblesses du plaidoyer actuel pour ajuster les stratégies en conséquence.
- Renforcer les stratégies en cours au niveau africain.
- Faire une cartographie des actions qui ont été faites dans les autres zones pour mieux coordonner les actions.
- Renforcer les capacités des acteurs pour leurs participations dans les mécanismes régionaux et internationaux (UA et CADHP).

PRIORITÉS

- Approche intersectionnelle et décoloniale/féministe : Intégrer des principes de justice sociale, de solidarité, d'autonomie et de démocratie, en prenant en compte les perspectives intersectionnelles et décoloniales pour adresser les multiples formes d'oppression et de domination.
- Compétences personnelles et redevabilité : Reconnaître et valoriser les compétences et expériences individuelles des militants, ainsi que leur devoir de redevabilité à la communauté qu'ils servent.
- Anticipation et réaction face aux lois discriminatoires : Créer un observatoire pour documenter les violations des droits et fournir des outils de plaidoyer pour influencer les décideurs politiques et contester les lois discriminatoires.
- Visibilité des expériences locales et influence sur les politiques mondiales : Assurer que les expériences et les voix des communautés locales soient visibles et influencent les politiques mondiales, en tenant compte de toutes les langues.
- Mobilisation de financements adéquats : Organiser des rencontres stratégiques avec les bailleurs pour valoriser les besoins locaux et aligner les financements sur les priorités des communautés, garantissant ainsi des ressources suffisantes pour les actions militantes.

CIBLES

- Communautés locales
- Institutions internationales
- Alliés politiques et culturels

